

Peut-on être poursuivi pour avoir imposé des tâches dangereuses sans équipement ?

Réponse courte

Oui, un employeur peut être poursuivi pour avoir imposé des tâches dangereuses sans fournir les équipements de protection nécessaires. Ce manquement constitue une violation grave de l'obligation de sécurité prévue par le Code du travail luxembourgeois, engageant la responsabilité de l'employeur sur les plans pénal, civil et administratif, même en l'absence d'accident.

Des sanctions telles que des amendes, des peines d'emprisonnement, la réparation intégrale du préjudice subi par le salarié et la reconnaissance de la faute inexcusable peuvent être prononcées. L'employeur doit donc systématiquement fournir les équipements de protection adaptés, former les salariés à leur utilisation et documenter toutes les mesures prises pour garantir la sécurité.

Définition

L'imposition de tâches dangereuses sans équipement désigne la situation dans laquelle un employeur ou son représentant demande à un salarié d'effectuer un travail présentant un risque pour sa santé ou sa sécurité sans lui fournir les équipements de protection individuelle (EPI) ou collective nécessaires. Cette situation est encadrée par le Code du travail luxembourgeois, qui impose à l'employeur une obligation de sécurité de résultat, notamment en matière de prévention des risques professionnels et de fourniture des équipements adaptés.

Conditions d'exercice

L'employeur est tenu d'évaluer les risques professionnels et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés. Cette obligation comprend la mise à disposition gratuite des EPI adaptés aux risques identifiés, la formation à leur utilisation et le contrôle de leur port effectif. L'absence de fourniture d'EPI dans le cadre de tâches dangereuses constitue un manquement grave à cette obligation, indépendamment de la nature du contrat de travail ou de la taille de l'entreprise. La responsabilité de l'employeur peut être engagée même en l'absence d'accident, dès lors que le risque est avéré et que les mesures de prévention n'ont pas été respectées.

Modalités pratiques

En cas de contrôle par l'Inspection du travail et des mines (ITM) ou de signalement par un salarié, l'employeur peut faire l'objet de sanctions administratives, pénales et civiles. Sur le plan pénal, l'article [L.314-1](#) du Code du travail prévoit des amendes et peines d'emprisonnement en cas de violation des règles relatives à la sécurité et à la santé

au travail. Si un accident survient, la responsabilité pénale de l'employeur peut être engagée pour blessures involontaires, voire homicide involontaire en cas de décès. Sur le plan civil, le salarié peut obtenir réparation intégrale du préjudice subi, indépendamment de la reconnaissance d'un accident du travail par la sécurité sociale. L'employeur peut également être poursuivi pour faute inexcusable, ce qui aggrave sa responsabilité et entraîne une majoration des indemnités dues.

Pratiques et recommandations

Il est impératif pour l'employeur de procéder à une évaluation régulière des risques, de documenter cette démarche et de mettre à jour le plan de prévention. La fourniture d'EPI doit être systématique pour toute tâche présentant un danger identifié, sans possibilité de dérogation. L'employeur doit former les salariés à l'utilisation des équipements et vérifier leur port effectif. En cas de refus du salarié d'exécuter une tâche dangereuse sans équipement, ce refus est légitime et ne peut donner lieu à sanction disciplinaire. Il est recommandé de consigner par écrit la remise des EPI et les formations dispensées, afin de pouvoir justifier du respect des obligations légales en cas de contrôle ou de contentieux.

Cadre juridique

Les obligations de l'employeur en matière de sécurité découlent principalement des articles [L.312-1](#) à [L.312-9](#) et [L.314-1](#) à [L.314-5](#) du Code du travail. Ces dispositions imposent la prévention des risques, la fourniture des équipements de protection, la formation et l'information des salariés. L'article [L.314-1](#) prévoit des sanctions pénales en cas de manquement. La jurisprudence luxembourgeoise confirme la responsabilité de l'employeur en cas d'accident lié à l'absence d'EPI, même en l'absence de faute intentionnelle. La faute inexcusable de l'employeur est retenue lorsque celui-ci avait ou aurait dû avoir conscience du danger et n'a pas pris les mesures nécessaires pour protéger le salarié.

L'employeur qui impose des tâches dangereuses sans fournir les équipements de protection s'expose à des poursuites pénales, civiles et administratives, même en l'absence d'accident. Il est essentiel de documenter toutes les mesures de prévention et de ne jamais tolérer de dérogation à l'obligation de sécurité.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.